

Une participation importante et active à la réunion des personnels socio-éducatifs organisée par Force Ouvrière en région fédérale Alsace

Le jeudi 14 septembre 2017, à l'initiative des deux secrétaires régionaux et du secrétaire du GD 68, une soixantaine d'agents socio-éducatifs, dont des adhérents FO des départements du Bas-Rhin et du Haut Rhin s'étaient donnés rendez-vous dans une salle de Pfaffenheim, près de Colmar.

A cette occasion Christian Prudhomme (régional santé), Christophe Odermatt (régional public) et James Marcilly (GD santé), avaient invité Luc Delrue, secrétaire fédéral et Jean-Philippe Boyé, animateur de la commission nationale professionnelle FO des personnels socio-éducatifs de la FPH.

Nos camarades James Marcilly, Sylvie Giraud (secrétaire du syndicat FO du CH de Rouffach), ainsi que Juliette Wadel responsable de la commission régionale des socio-éducatifs et Jean-Philippe Studer (syndicat FO du CH Rouffach) avaient bien organisé l'accueil de cette journée qui a été de l'aveu de tous, une réussite.



Après le mot de bienvenue de James et les propos introductifs de Christian Prudhomme et de Juliette Wadel, fixant le cadre de nos échanges, Luc Delrue est revenu sur l'actualité, pour attirer l'attention des participants sur l'ampleur des attaques portées contre les droits collectifs au travers des ordonnances Macron, mais aussi contre les conventions collectives et les Statuts.

Les dernières annonces du Ministre Darmanin (jour de carence, gel du point d'indice, augmentation de la CSG, report PPCR, projet de loi de Finances) et celles de la Ministre de la Santé avec son nouveau plan triennal

d'économies, cet ensemble de mesures tout azimut nécessite de notre part de résister, en préservant notre indépendance syndicale, mais pose aussi l'urgence d'organiser une riposte d'ensemble.

L'appel de toutes organisations syndicales à la mobilisation et à la grève dans la fonction publique le 10 octobre est d'ores et déjà inscrit comme une date importante.

Le cadre général étant fixé, Juliette a présenté les objectifs de la commission régionale et fait appel à son élargissement. Ensuite, Jean-Philippe Boyé a repris le contexte particulier, qui doit être analysé en relation avec toutes les remises en cause. Il en va ainsi de la refonte des diplômes du secteur, des atteintes portées aux missions et rôles des professionnels, la non-reconnaissance de leur niveau de qualification dans les statuts particuliers, comme le démontre les grilles de PPCR, qui par ailleurs, ne sont toujours pas publiées !

Jean-Philippe a aussi insisté sur l'importance du travail mené en commun avec nos camarades de la FNSA/FO qui syndique les travailleurs sociaux du secteur privé. Il a mis en évidence l'orientation constante développée par FO pour préserver bec et ongles les diplômes nationaux et la reconnaissance de ceux-ci dans les conventions collectives et les Statuts.

Nous menons ensemble une action de concert au sein des différentes instances nationales de concertation, en particulier la Commission Professionnelle Consultative du Travail Social et de l'Intervention Sociale (CPC) ou le Haut Conseil du travail social. Nous cherchons en permanence à convaincre d'autres organisations syndicales d'agir ensemble. A plusieurs reprises ces derniers mois, nous avons pu obtenir des déclarations communes FO et CGT en ce sens.

Jean-Philippe a mis en évidence l'unité des problèmes et des attaques qui sont portées dans le secteur sanitaire comme dans le secteur social. Quel que soit le gouvernement, elles sont décidées au nom d'une même logique, celle de la baisse du coût du travail, au travers la polyvalence pour tenir les contraintes imposées par les directives européennes et la sacro-sainte diminution des dépenses publiques et sociales. D'où l'intérêt de renforcer notre outil syndical et de préserver notre indépendance syndicale.



Photo de gauche à droite James Marcilly, Jean-philippe Boyé, luc Delrue, Juliette Wadel et Christian Prudhomme



Dans un deuxième temps, les participants ont pu échanger avec la salle et faire part de leurs préoccupations au demeurant particulièrement nombreuses quelle que soit la nature juridique de leur établissement (CHS, établissement médico-social, EHPAD, Conseil départemental, CH,.....)

Les intervenants ont pris le temps de répondre à toutes les interventions des collègues de la santé et de la fonction publique territoriale qui ont été très nombreuses, plus d'une vingtaine.

En conclusion, cette première réunion a été un succès tant en ce qui concerne la participation que le niveau de la discussion. Cela appelle une suite.

Au plan fédéral, l'initiative de tenir une réunion des travailleurs sociaux des trois versants sous l'égide de l'UIAFP/FO correspond tout à fait aux attentes des professionnels du secteur et aux besoins de nos syndicats pour préparer activement les échéances des élections professionnelles de décembre 2018.

Dernière minute : du fait de l'appel à la grève dans la fonction publique, la réunion de la commission nationale qui devait se tenir le 10 octobre, est reportée au 30 novembre,.